



Rejoignez-nous
pour renforcer
les droits humains en Europe !



[EN/FR]

Concours de recrutement local ouvert aux personnes déjà présentes en Tunisie

Chargée / Chargé de projet expérimenté 📍 Bureau du Conseil de l'Europe à Tunis

Partenariat de Voisinage avec la Tunisie 2022-2025

Domaine : Droits de l'homme

📄 Référence : o90/2023
📅 Publication : 20/12/2023
📅 Date limite : 23/01/2024

■ Avez-vous la motivation pour participer à la mise en oeuvre de projets sur la **lutte contre la traite des êtres humains** ? Voulez-vous contribuer aux activités d'une organisation internationale œuvrant pour les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit ? Si tel est le cas, notre offre d'emploi pourrait être une bonne opportunité pour vous.

Qui sommes-nous?

■ Avec plus de 2 200 agents représentant ses 46 États membres, le Conseil de l'Europe est une organisation multiculturelle. Nous œuvrons à une meilleure protection des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit. Nos trois valeurs fondamentales - **le professionnalisme, l'intégrité et le respect** - guident notre façon de travailler.



■ Le Conseil de l'Europe a son siège à Strasbourg, en France, et est également présent dans plus de vingt pays. Plus d'informations sur la [présence extérieure du Conseil de l'Europe](#).

■ Depuis 2012, la coopération stratégique établie entre le Conseil de l'Europe et la Tunisie dans les domaines d'expertise du Conseil de l'Europe pertinents pour les réformes démocratiques a été continuellement approfondie et élargie, soutenue par un dialogue politique qui s'est renforcé au fil des années. Le Partenariat de voisinage conjointement préparé et agréé entre la Tunisie et le Conseil de l'Europe pour 2022-2025 vise à poursuivre le soutien apporté à la Tunisie, au travers de projets de coopération, pour relever les défis liés aux droits de l'homme, à l'Etat de droit et à la démocratie. Dans le domaine des **droits de l'homme**, ce nouveau partenariat vise notamment à approfondir les réformes en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, de protection des droits des enfants et de lutte contre la traite des êtres humains. Une attention spécifique est portée au renforcement des capacités des professionnels du droit à appliquer les nouvelles législations et à s'inspirer des normes européennes et internationales en matière de droits de l'homme, en particulier au travers du Programme européen de formation aux droits de l'homme pour les professionnels du droit (HELP).

Votre rôle

■ En tant que Chargée / Chargé de projet expérimenté, vous allez :

- ▶ Préparer, coordonner, mettre en œuvre et suivre, conformément au programme de travail et en coopération étroite avec les partenaires nationaux, les activités développées dans le domaine des droits de l'homme, en particulier la **lutte contre la traite des êtres humains** ;

- ▶ Contribuer à l'établissement et à la mise à jour des programmes de travail, des calendriers d'activités et des plans d'action à court terme concernant les projets à mener, dans le respect des orientations, priorités et délais ;
- ▶ Organiser, planifier et assurer le contrôle et le suivi des questions budgétaires et financières liées aux activités du projet conformément aux dispositions réglementaires et aux procédures du Conseil de l'Europe ainsi qu'aux exigences des bailleurs de fond et des autres partenaires ; identifier les mesures et ajustements financiers qui pourraient être nécessaires ;
- ▶ Superviser la mise en œuvre des procédures d'achat ; vérification de l'exactitude des dossiers d'achat, contrats et demandes de paiement ; contribuer à la négociation et à la conclusion de contrats avec des fournisseurs, des consultants et d'autres parties prenantes ;
- ▶ Contribuer à la sélection et à l'établissement de pools d'experts locaux et internationaux et également de prestataires de service ; préparer la documentation nécessaire ;
- ▶ Tisser et entretenir de bonnes relations avec les parties prenantes telles que les autorités publiques, les organisations de la société civile, les donateurs et les bénéficiaires ainsi qu'avec les services pertinents au siège de l'Organisation ;
- ▶ Evaluer les projets pour déterminer les ajustements nécessaires ; établir des rapports de projet sur les résultats obtenus et les besoins supplémentaires, en identifiant les risques et opportunités ;
- ▶ Préparer toute contribution écrite en fonction des demandes, y compris des notes de briefing, éléments d'intervention, discours et correspondance officielle ; réaliser des études et des recherches préparatoires pour la rédaction de documents relatifs aux projets ;
- ▶ Contribuer à la visibilité des activités et des projets par le biais de stratégies et d'activités de communication et de participations à des conférences, d'allocutions, de présentations, etc. ;
- ▶ Contribuer de manière générale au bon fonctionnement du Bureau du Conseil de l'Europe à Tunis, en coopération avec la Cheffe de Bureau, le Chef Adjoint et le Chef d'Unité ;
- ▶ Promouvoir la coopération, l'esprit d'équipe et un environnement de travail harmonieux ;
- ▶ Promouvoir les valeurs du Conseil de l'Europe en interne comme à l'externe ;
- ▶ Entreprendre des voyages officiels en lien avec les activités du projet en Tunisie, dans la région MENA et dans d'autres pays le cas échéant ;
- ▶ Développer une approche proactive de la question de l'égalité des genres au niveau des activités sous sa responsabilité.

Ce que nous recherchons

■ Au minimum, vous devez avoir :

- ▶ un diplôme de l'enseignement supérieur, de préférence dans le domaine des droits humains ou des sciences sociales ;
- ▶ au moins trois années d'expérience professionnelle pertinente dans le domaine de la gestion et de la mise en œuvre de projets dans le secteur des droits humains ;
- ▶ une excellente connaissance de l'arabe (niveau de langue maternelle) et très bonne connaissance du français (y compris à l'écrit) ; une connaissance de l'anglais serait un atout ;
- ▶ avoir la nationalité du pays hôte ou de l'un des Etats membres du Conseil de l'Europe et satisfaire aux conditions permettant l'accès à la fonction publique nationale de ce pays ;
- ▶ être en règle avec toute obligation relative au service national (militaire, civil ou équivalent) ;
- ▶ ne pas être le parent, l'enfant du conjoint/partenaire, ou le petit-enfant d'un membre du personnel en activité au Conseil de l'Europe ;
- ▶ avoir moins de 65 ans.

■ Postulez et démontrez que vous avez les compétences suivantes :

- ▶ Expertise professionnelle et technique :

- Bonne connaissance des standards du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme, en particulier de **lutte contre la traite des êtres humains** ; bonne connaissance des principes du Conseil de l'Europe et du travail de l'Organisation dans ce domaine ;
- très bonne connaissance du domaine des droits de l'homme en Tunisie et si possible dans la région MENA ;
- bonne connaissance du contexte politique en Tunisie et si possible dans la région MENA ;
- bonne connaissance méthodologique de la gestion de projet.

- ▶ Planification et organisation du travail
- ▶ Analyse et résolution des problèmes
- ▶ Capacités rédactionnelles
- ▶ Capacité à travailler en équipe et à coopérer
- ▶ Souci de la qualité
- ▶ Sens de l'initiative
- ▶ Communication

Veuillez vous référer au
[Répertoire des
Compétences](#)
du Conseil de l'Europe



■ Les compétences suivantes seraient un atout :

- ▶ Expertise professionnelle et technique :
 - Une expérience de gestion de projets dans le domaine de la **lutte contre la traite des êtres humains**;
 - Une expérience de gestion de programmes/projets de renforcement des capacités;
 - Une expérience de travail dans un environnement international.

Ce que nous offrons

■ En cas de réussite, un emploi sur la base **de contrats temporaires** au grade B5, pourra vous être proposé. L'emploi est limité à fin décembre 2024 et peut être prolongé au plus tard jusqu'à fin 2025 sous réserve de disponibilité des financements correspondants. Vous recevrez un salaire mensuel brut de base de 1652,18 €. Votre salaire sera éventuellement complété par d'autres indemnités en fonction de votre situation personnelle. Vous serez affilié·e à un régime de pension et à une couverture médicale et sociale. Vous bénéficierez également de 32 jours de congé par an et d'autres avantages (notamment horaires de travail flexibles, formations et développement, possibilités de télétravail, etc.).

■ Ce concours est organisé conformément à [l'Arrêté n ° 1234 du 15 décembre 2005 fixant les conditions de recrutement et d'emploi des agents temporaires recrutés localement travaillant dans les lieux d'affectation du Conseil de l'Europe situés hors de France](#).

■ Si votre profil correspond à notre besoin et que vous n'êtes pas recruté·e immédiatement à l'issue de ce concours, vous pouvez être placé·e sur une liste de réserve.

Modalités de candidature et de sélection

■ La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **23 janvier 2024 (minuit heure Centrale Européenne)**. Les actes de candidature doivent être rédigés en français ou en anglais et soumis par le biais du système en ligne du Conseil de l'Europe : www.coe.int/jobs. Veuillez remplir le formulaire en fournissant toutes les informations demandées et en expliquant dans quelle mesure vos compétences font de vous le/la meilleur·e candidat·e pour cet emploi. Rédiger sa candidature prend en général plusieurs heures ; veuillez donc à prendre cet élément en considération lorsque vous postulez.

■ Seuls les candidats qui répondent le mieux aux critères mentionnés ci-dessus seront invités aux étapes suivantes du concours, à savoir des épreuves et/ou un entretien. De plus amples informations sur le type d'épreuves prévu pour ce concours seront fournies aux candidats sélectionnés en temps voulu.

■ Les candidatures des agents du Conseil de l'Europe, actuellement titulaires d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'anciens agents dont le contrat à durée déterminée est terminé moins de 12 mois avant la date limite de dépôt des candidatures, ne seront pas prises en considération.

■ En tant qu'employeur qui promeut l'égalité des chances, le Conseil de l'Europe encourage à se porter candidate toute personne ayant les qualifications exigées, sans distinction de sexe, de genre, de situation maritale ou parentale, d'orientation sexuelle, d'origine ethnique ou sociale, de handicap, de religion ou de convictions. Dans le cadre de sa politique, le Conseil de l'Europe tend à assurer une représentation paritaire des femmes et des hommes employés par catégorie et par grade. À égalité de mérite, la préférence sera donnée au·à la candidat·e du sexe sous-représenté dans le grade concerné. Au cours des différentes étapes de recrutement, des mesures spécifiques peuvent être prises pour assurer l'égalité des chances des candidats en situation de handicap.